

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

**CONGO : L'ANCIEN MAIRE DE BRAZZAVILLE CONDAMNÉ À CINQ ANS DE RÉCLUSION**

La justice congolaise a condamné le week-end écoulé l'ancien maire de Brazzaville Christian Roger Okemba, 60 ans, à cinq ans de réclusion criminelle pour "détournements de deniers publics", a informé hier une source judiciaire. "Christian-Roger Okemba est reconnu coupable des faits de détournements des deniers publics (...). Il est condamné à cinq ans de réclusion criminelle", a déclaré Christian Oba, président de la cour criminelle de Brazzaville.

**SIERRA LEONE : CINQ MORTS DANS DES ÉMEUTES**

Au moins cinq personnes ont été tuées, selon un responsable de la police, lors d'émeutes déclenchées dans la localité de Makeni, dans le centre de la Sierra Leone, par le transfert d'une centrale électrique vers la capitale. Les autorités du petit pays d'Afrique de l'Ouest (7,5 millions d'habitants) prévoient de déménager la centrale à proximité de l'aéroport international de Freetown, où les vols, interrompus depuis mars en raison de la pandémie de Covid-19, doivent reprendre mercredi.

**AFRIQUE DU SUD : 2 MORTS DANS UNE FUSILLADE**

Deux personnes ont été tuées samedi dernier à l'aéroport international de Johannesburg lors d'un échange de coups de feu entre la police et des voleurs qui avaient dérobé du matériel de protection sanitaire, a annoncé la police. "Des suspects sont entrés dans la partie cargo de l'aéroport et retenu du personnel, des armes sur la tempe", selon un communiqué de la police.

# Mali : la contestation dit "niet" à la médiation

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Le Mali est plongé dans une crise politique depuis plus d'une semaine. La situation tend au durcissement. Ainsi, le mouvement de contestation a rejeté le week-end dernier un compromis proposé par la médiation ouest-africaine pour apaiser les tensions et prévoyant le maintien au pouvoir du président Ibrahim Boubacar Keita dit "IBK".

La médiation au Mali est menée par l'ex-président nigérian Goodluck Jonathan. Dépêchée mercredi dernier à Bamako, la capitale du pays, par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), cette équipe a de nouveau rencontré vendredi soir le Mouvement du 5-Juin (M5-RFP), l'alliance qui défie le pouvoir dans la rue.

"Les propositions de solutions de la Mission de la Cédéao ne correspondent absolument pas aux aspirations et attentes exprimées par le M5-RFP et portées par l'écrasante majorité du peuple malien", a signifié le mouvement dans un communiqué à l'issue de la réunion qui s'est achevée tard dans la nuit. Lors de cette réunion, la médiation de la Cédéao qui tente d'empêcher que la crise politique au Mali ne s'aggrave encore et d'éviter une nouvelle effusion de sang, a proposé un plan de sortie de crise en plusieurs points, selon le M5-RFP. Outre qu'il prévoit expressément le maintien du président Keita dans ses fonctions, le plan propose aussi notamment une recomposition de la Cour constitutionnelle, qui a fait déborder la colère en invalidant une trentaine de résultats des législatives de mars-avril, un réexamen du contentieux électoral et un gouvernement d'union nationale. Le M5-RFP a "réitéré ses demandes (...) notamment la démission de M. Ibrahim Boubacar Keita", mais la Cédéao a fait savoir que cette démission était "pour elle une ligne rouge", poursuit le mouvement dans son communiqué. Selon le M5-RFP, les propositions de la médiation "ne tiennent aucunement compte du contexte socio-politique et des risques majeurs que la gouvernance de Ibrahim Boubacar Keita



L'ancien président nigérian, Jonathan Goodluck, a essuyé un premier revers dans la résolution de la crise politique malienne.

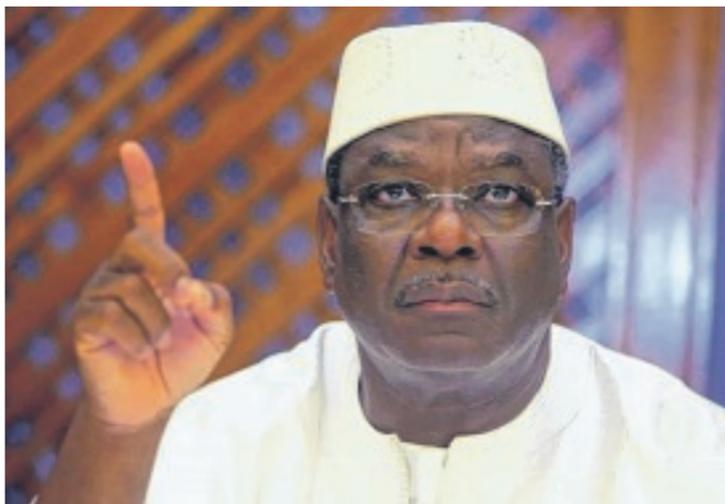
ta fait peser sur l'existence même du Mali en tant que nation, république et démocratie". Il regrette aussi qu'elles soient identiques à celles déjà formulées par le chef de

l'Etat et qu'il a déjà rejetées.

Dans un climat d'exaspération nourrie depuis des années par l'instabilité sécuritaire, le marasme économique ou encore une corrup-

tion jugée endémique, la troisième grande manifestation le 10 juillet contre le président IBK à l'appel du M5-RFP a dégénéré en trois jours de troubles sanglants.

## La tête d'IBK "mise à prix"



Les manifestants réclament le départ d'Ibrahim Boubacar Keita.

J.O. (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

LES jours d'Ibrahim Boubacar Keita à la tête du Mali sont-ils comptés? En tout cas, le mouvement qui mène la contestation actuelle contre le pouvoir en place au Mali a persisté vendredi dernier à réclamer la démission du

président de la République et la dissolution du Parlement, en pleine discussion sur une sortie de crise. Dans un document intitulé "note sur la sortie de crise" lu devant la presse avant une rencontre dans la soirée avec une mission ouest-africaine de bons offices, le Mouvement dit du 5-Juin (M5-RFP) demande aussi l'ouverture d'une "transition républicaine" et l'élaboration d'une

"charte" de cette transition.

Le M5-RFP "sollicite l'accompagnement de la communauté internationale et des amis du peuple malien pour obtenir (premièrement) la démission de M. Ibrahim Boubacar Keita des fonctions de président de la République, avec son régime", dit ce texte lu par Ibrahim Ikassa Maïga, un des leaders de l'alliance.

Deux des chefs de file du mouvement présents à la conférence de presse ont cependant reconnu que l'exigence de démission du président constituait une "ligne rouge" aux yeux de la mission de la Communauté des Etats ouest-africains (Cédéao), arrivée mercredi à Bamako pour trouver une sortie de crise, quelques jours après les troubles civils les plus sanglants qu'ait connus la capitale depuis 2012.

L'imam Mahmoud Dicko, sorte d'autorité spirituelle supérieure de la contestation, ne réclame pas la démission du président.

Photo: AFP

Photo: D/R/L'Union